



Front Syndical de Classe

Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

"Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. (...) Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste." Charte d'Amiens

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale



Union populaire contre union sacrée

Une nouvelle fois, le Président de la République est intervenu ce lundi de Pâques à la télévision après un mois de confinement et de nombreux décès dans le pays.

Cette situation dramatique n'est pas le fruit du hasard mais bien la conséquence de l'adoption de mesures de protection des populations très insuffisantes et tardives (masques, gel, test...) et des nombreuses lois de destruction des services publics et de l'Hôpital depuis des années.

Une politique pilotée au niveau continental par une UE soi-disant solidaire et sociale mais qui avec ses directives casse tous nos services publics et conquies sociaux au nom de la concurrence libre et non faussée ou autres règles d'Or et TSCG. Est-il encore nécessaire de rappeler qu'entre 2011 et 2018, la Commission européenne a recommandé à 63 reprises (!) aux États membres de l'UE de privatiser certains pans du secteur de la santé ou de réduire les dépenses publiques en matière de santé ?

Après des années de casse volontaire de ce secteur public, notre hôpital et l'ensemble de son personnel, sont complètement démunis de moyens élémentaires et peinent malgré leur dévouement à répondre aux besoins de la Nation !

Ce conquis, la Sécurité Sociale, le peuple résistant de France l'a gagné à la sortie de l'occupation en 1945, avec Ambroise Croizat (ministre communiste et syndicaliste CGT de classe), grâce au programme du CNR. A cette époque, la France était ruinée. Et pourtant cela a été possible. Les applaudissements à 20h aux balcons ne rattraperont pas en quelques jours cette casse volontaire d'un conquis si cher.

C'est cette situation de responsabilité totale de Macron et de sa clique de « managers » qui explique le ton compassé et faussement empathique avec lequel ce dernier a lu sa copie devant les caméras.

Certes, il a remercié toutes celles et ceux qui sont au « front ». Il a oublié qu'il avait donné l'ordre de les tabasser, quand ils manifestaient pour défendre l'hôpital il y a à peine quelques mois.

Et le fond du discours est bien contraire à ce message d'empathie : le déconfinement à partir du 11 mai avec en particulier la réouverture des établissements scolaires tandis que cafés, bars, cinémas resteront fermés.

Est-il plus dangereux d'aller au cinéma au restaurant que dans une classe à 35 ou dans une cour d'école à quelques centaines ?

Ce qui est en jeu avec cette réouverture annoncée, c'est de répondre aux ordres du MEDEF de relancer au plus vite la production et les profits : en ouvrant les écoles, les parents pourront retourner au travail. Avec tous les risques que cela entraîne dans une situation où manque cruellement tout pour faire face. Des risques qui concernent avant tout les classes populaires et la classe ouvrière, cœur de notre pays et qui font tourner celui-ci en plein confinement. Certains pourront payer pour faire garder leurs enfants ou les garder chez eux avec le télétravail, tous les autres reprendront le chemin des ateliers, des bureaux en envoyant leurs enfants à l'école.

Le choix est clair : les profits avant la santé, l'utilisation des travailleurs comme la chair à canon des grands patrons.

Pour cela, tout est prêt grâce aux contre-réformes passées et grâce à l'État d'urgence sanitaire jusqu'au 31 décembre 2020 et des modifications du Code du travail et du Code de la Sécurité sociale, renvoyées à des ordonnances : durée quotidienne maximale de travail portée à 12 heures, au lieu de 10 heures actuellement, celle du travail de nuit à 12 heures au lieu de 8 heures ; réduction du temps de repos entre 2 journées de travail à 9 heures contre 11 heures

minimum aujourd'hui ; durée maximale de travail hebdomadaire à 60 heures contre 48 heures jusqu'ici ; extension du travail le dimanche.

La réalité, la France est devenue à ce jour un vaste chantier catastrophique. Ce que le pouvoir recherche, c'est de permettre au système capitaliste de se sortir de sa crise systémique irréversible qui s'affirme de manière ouverte à la faveur de la crise sanitaire. La crise du système capitaliste est de plus en plus profonde tant ses contradictions sont difficiles à gérer dans cette société organisée par la recherche du profit en exploitant au maximum les forces productives.

Avant, pendant et après la pandémie, il s'agit de répondre aux exigences des monopoles capitalistes et de leur système pendant que la pauvreté et le chômage s'étendent, que les classes populaires souffrent et que les petits commerçants et petits producteurs traversent des situations terribles.

Historiquement, les périodes de crise ont toujours été soldées par des guerres dévastatrices.

La CRISE est une aggravation des contradictions du capital. La Guerre est un moyen pour y remédier.

Ce n'est pas un hasard si les termes employés par Macron, lors de sa première allocution, faisaient ressortir avec tant d'insistance les mots : Guerre et Crise !

La RÉSISTANCE doit s'organiser dès à présent !

Depuis 2017, des luttes dans toutes les corporations n'ont cessé d'avoir lieu. En dernier, celle contre la réforme des retraites, qui est loin d'être finie, malgré le 49.3 antidémocratique.

A présent, de nouvelles consciences s'éveillent et ce dans de nombreuses couches sociales et professionnelles

face aux responsabilités du pouvoir et de sa politique de casse sociale.

De fait, cette situation va entraîner un affrontement de classes sans précédent, même si certains syndicalistes et politiques de service allument des contre-feux en appelant à une Europe sociale ou à un capitalisme vert comme y invite une tribune signée conjointement par Coca cola, L'Oréal, Nestlé, Yannick Jadot, des

députés et ministres LREM ainsi que par la Confédération Européenne des Syndicats dirigée par Laurent Berger...

Ce n'est pas la collaboration de responsables syndicaux avec ce gouvernement, et au niveau européen via la CES qui changera la donne.

Face à la situation, la LUTTE ET LA RESISTANCE sont les seules réponses et elles doivent se développer pour permettre au peuple de France, aux forces vives de ce pays et à la jeunesse de faire face à tout genre de régressions sociales imposées par un pouvoir où fusionne désormais sans limite représentants des grands groupes, hauts-fonctionnaires et personnel politique.

Nous ne devons pas laisser faire. De l'argent, il y en a : milliards déversés par l'Etat et l'UE, évasion fiscale, dividendes versées aux actionnaires... sans parler des dettes illégitimes remboursées au centuple par les peuples depuis des années (le FSC va sortir très prochainement une analyse sur le sujet).

Imposons nos revendications et en priorité un plan de sauvegarde et de développement des services publics, l'annulation des contre-réformes passées (retraites, allocation chômage...), la fin de la subvention du capital (CICE, Flat tax...) et la restauration d'un ISF et d'un impôt sur les bénéficiaires dignes de ce nom, la relocalisation des activités productives et la coopération entre les peuples, la confiscation des biens des évadés fiscaux, la nationalisation des entreprises clefs du pays nécessaires pour le bien être de notre société, sans rachat ni indemnités y compris pour les banques et assurances.

Pour le jour d'après, ce qu'il nous faut conquérir, c'est bien :

- le passage devant la justice des responsables de la crise et de sa gravité
- un changement du régime économique et social du pays
- et donc la création d'un rapport de force par l'union populaire face à l'union sacrée autour du capital.

Pour cela, les salariés et les retraités doivent aussi reconstruire un véritable syndicalisme de lutte de classes et de masse afin de conquérir un meilleur avenir sous le signe des jours heureux.

Front Syndical de Classe, 17 avril 2020

Adhérer au FSC

- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus), Chèque à l'ordre de "Front Syndical de Classe" à envoyer à la trésorière : Anna PERSICHINI, L'Orée des Pugets L2, 711 avenue J. AUCARD, 06700 SAINT LAURENT du VAR
- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à <http://frontsyndical.classe@laposte.net>